



Comite Technique Local

26 JUIN 2012

Le changement etc

Depuis de trop nombreuses années un dogmatisme anti fonctionnaires s'est installé en France. Un discours stigmatisant systématiquement les services publics matraquait la population sur son coût qui paraît il creusait l'abyssal déficit du pays. Malgré la suppression de centaines de milliers d'emplois dont 30 000 aux finances publiques, le trou continue à rechercher la profondeur.

Ce printemps a peut être marqué un changement d'orientation. L'humain serait de nouveau pris en compte. Les nouveaux gouvernants prendraient enfin conscience que tous les citoyens français doivent être traités de manière égale. Non il n'y a pas des français d'en haut et des français d'en bas.

Dans ce paysage recomposé, nos responsables de la DGFIP doivent de haut en bas changer de ton et surtout aller au delà de simples postures que la CGT FIP et particulièrement la CGT FIP 43 a dénoncé sans relâche, voir toutes nos déclarations ou prises de positions.

Depuis 10ans et encore plus depuis 5 ans, nos directeurs nationaux et locaux n'ont eu de cesse d'être aux ordres de nos gouvernements en appliquant froidement, sans aucun état d'âme, au mépris de toute réalité humaine et organisationnelle, un dogmatisme libéral de réduction aveugle des coûts dont ils se sont eux-mêmes largement exonérés, puisque leur pouvoir d'achat a littéralement explosé (de 30 à 40% d'augmentation)... financé en très grande partie grâce aux emplois de catégorie C qu'ils étaient chargés de liquider. La Cour des Comptes en a fait écho.

Jusqu'à aujourd'hui, le dialogue social s'est résumé à créer divers indicateurs pour surveiller l'état psychologique des agents (DUERP, EDD, TBVS...) sans remettre à aucun moment en cause cette politique de suppressions d'emplois qui a conduit à une désorganisation totale des services et à un très gros mal être. La vie quotidienne difficile des agents dans des services extrêmement fragilisés, désorganisés... ainsi que leur dignité, leurs acquis, leur pouvoir d'achat ont été complètement méprisés par les Parini, Rambal et beaucoup de directeurs locaux. Ils osaient mettre en avant leur devoir de loyauté à ce régime... Pourtant beaucoup, dans les rangs, pensent qu'ils étaient tout simplement achetés.

Il faut que ça change, et vite, et à tous les niveaux, car Sarkozy et son mépris du Service Public, de ses agents et des syndicats n'est plus là ! Le réveil a sonné. Debout.

Le changement OUI, mais dans le bon sens !

Aujourd'hui il s'agit de se faire réellement entendre ! Pour cela, les agents doivent avant tout recommencer à revendiquer à tous les niveaux. S'en est fini de cette présidence sordide qui a voulu briser tout esprit de contestation en restant sourd à tous les mouvements sociaux. Nous ne sommes plus en 1981 où les syndicats s'étaient aplatis pour laisser soi-disant une chance au gouvernement d'Union de la gauche.

La CGT, qui a pris toutes ses responsabilités dans le changement que nous vivons, en est extrêmement consciente. Plus que jamais nous devons nous exprimer et rappeler fortement au nouveau gouvernement (et à nos responsables de tout niveau) nos revendications... D'autant qu'en ce qui concerne les Finances Publiques, nous pouvons légitimement avoir des inquiétudes... Il faut un véritable moratoire dans notre administration qui a été la principale touchée par des suppressions d'emplois aussi massives, des réformes complètement bâclées à tous les niveaux, engendrant des désorganisations criardes...

Il va vraiment falloir se faire entendre... pour cela, ne rêvez pas, il faudra bien se mobiliser à un moment ! Sinon, quid du scannage des déclarations d'impôt sur le revenu, quid du retour de la fusion SIP/CDIF, quid de l'avenir du réseau.... Et quid des nouvelles suppressions d'emplois pour financer les créations annoncées dans l'Education Nationale, la Police, la Justice ?

Un mot sur le scannage des déclarations d'impôt sur le revenu. L'expérimentation tant louangée par notre direction générale vient de subir un flop mémorable. Présentement cette panacée vient d'être suspendue dans l'urgence. Résultat, le travail va devoir être fait 2 fois. Perdant/perdant, pour les agents, pour le service public, pour les deniers de l'Etat et pour tous les citoyens/usagers dont nous faisons partie.

Nul doute que Monsieur notre Président/Directeur saisira cette opportunité pour nous démontrer cette grossière erreur, faisant d'une pierre deux coups sachant qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis....

Soyons vigilants. Nous n'aurions eu aucune chance si le camarade Sarkozy était repassé... Néanmoins il va maintenant falloir tester rapidement le nouveau gouvernement...

Faut-il rappeler que les retraites, l'ensemble de la protection sociale, le statut des fonctionnaires... ont été rédigés en pleine période de résistance et mis en place à la Libération ?

Faut-il rappeler que le verbe « Résister » doit toujours se conjuguer au présent, comme l'a rappelé sans relâche Lucie AUBRAC que l'on ne présente plus.